

LETTRE D'INVITATION

Cher(e)(s) ami(e)(s), cher(e)(s) camarade(s),

Nous sommes des élus et des militants ouvriers de toutes tendances de la Seine-Saint-Denis. Dans une situation, où le pays est entré dans une récession grave, tout le monde comprend que la population ouvrière et la jeunesse, et particulièrement les travailleurs les plus vulnérables, comme ceux de notre département, vont être les premiers à payer les conséquences de la politique dictées par l'Union européenne.

931 milliards d'euros sortis par la Banque Centrale Européenne en quinze jours !

931 milliards d'euros pour renflouer les spéculateurs et d'un autre côté, la décision du gouvernement de prendre cet argent sur l'école, sur le logement social et de le financer par des privatisations à tour de bras.

Nous avons appris que l'Assemblée Nationale interdisait, au député communiste du Nord, Candelier, agissant sur mandat du comité de défense de la poste de Roquebrun, de déposer une proposition de loi pour le retour de la poste au monopole de service public, avec comme argument, qu'une proposition de loi en France, ne peut pas se prononcer pour l'abrogation de directives européennes.

Au même moment, les organisations syndicales, ainsi que les représentants des partis qui se réclament de l'opposition, participent à la commission « Ailleret » mise en place par Sarkozy, dont l'objectif officiel est : « *de préparer les conditions de l'ouverture à la concurrence pour la poste au 1^{er} janvier 2011* ».

Sommes-nous encore en démocratie ? Est-on encore en démocratie, quand dans un pays, on n'a même pas le droit de proposer une loi qui remette en cause l'Union européenne et où le gouvernement ne reconnaît aux organisations syndicales et à l'opposition que le droit d'appliquer sa politique, et les diktats destructeurs de Bruxelles ?

La situation est grave.

Alors que la population ouvrière a besoin de l'unité et de l'indépendance de ses organisations pour défendre tous ses droits et garanties menacés.

Alors que la crise mondiale menace directement les travailleurs et la population, nous soussignés, estimons qu'il est urgent de trouver les moyens de l'unité de la population qui ne peut se faire dans l'accompagnement de la politique du gouvernement et de l'Union européenne. Qui ne peut pas se faire dans la participation au mécanisme d'intégration mais qui exige d'abord et avant tout, l'indépendance des organisations, et tout d'abord, l'indépendance par rapport à l'Union européenne.

Voilà pourquoi dans le respect des positions des uns et des autres, nous estimons devoir répondre à la proposition faite par le Parti ouvrier indépendant (POI) de convoquer une conférence d'urgence, conférence de délégués pour l'unité, pour des mesures d'urgence et de sauvegarde de la population.

Nous appelons les travailleurs et les militants, les élus de notre département à préparer cette conférence, à se réunir, à désigner leurs délégués, et à participer à la rencontre départementale qui se tiendra :

Le 24 novembre 2008

**Espace Renaudie, 31 rue Lopez et Jules Martin, 93300 Aubervilliers
(Métro : Fort d'Aubervilliers)**

Premiers signataires :

Didier Bouchet, syndicaliste, Bobigny - **Karima Elmachhab**, syndicaliste, Sevran - **Serge Grimaldi**, conseiller municipal « Démocratie municipale pour Sevran » - **Jean-Jacques Karman**, conseiller général de Seine-Saint-Denis et membre du conseil national du PCF - **Christel Keiser**, secrétaire du comité départemental du POI de Seine-Saint-Denis, membre du bureau national du POI - **Bernadette Nove**, syndicaliste, Bobigny - **Agnès Pommier**, syndicaliste, Bobigny - **Michel Prin**, ancien élu PCF de Sevran, ancien militant syndical CGT Kodak - **Arlette Prin**, ancienne déléguée CGT Westinghouse - **Line Teboul-Roques**, conseillère municipale POI, Stains.